

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT
VISANT LES ACTIONS DE LA SOCIETE



CONSEILLEE PAR

NOMURA

INITIEE PAR

AS ONLINE BETEILIGUNGS GMBH

INFORMATIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES NOTAMMENT JURIDIQUES, FINANCIERES ET
COMPTABLES DE LA SOCIETE SELOGER.COM
(« SeLoger.com »)



Le présent document relatif aux autres informations de la société SeLoger.com a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») le 30 novembre 2010, conformément à l'article 231-28 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et à l'instruction 2006-07 de l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi sous la responsabilité de la société SeLoger.com.

Le présent document complète la note en réponse de la société SeLoger.com visée par l'AMF le 29 novembre 2010, sous le numéro 10-421, en application d'une décision de conformité du même jour.

Le présent document et la note en réponse sont disponibles sur les sites internet de la société SeLoger.com (www.groupe-seloger.com) et de l'AMF (www.amf-france.org) et peuvent être obtenus sans frais auprès de :

SeLoger.com
216, avenue Jean Jaurès
75019 Paris, France

Banque Nomura France
7 place d'Iéna
75773 Paris Cedex 16

Un communiqué sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF afin d'informer le public des modalités de mise à disposition du présent document.

1.	INFORMATIONS REQUISES AU TITRE DE L'ARTICLE 231-28 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AMF	3
1.1	<i>Informations relatives au capital social.....</i>	3
1.2	<i>Informations relatives aux organes d'administration, de direction et de surveillance</i>	4
1.3	<i>Informations financières récentes</i>	5
1.3.1	Informations financières au 30 juin 2010	5
1.3.2	Chiffre d'affaires au 30 septembre 2010	30
1.4	<i>Procédures judiciaires et d'arbitrage</i>	32
2.	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'INFORMATION RELATIVE A SELOGER.COM	33

1. Informations requises au titre de l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF, il est précisé que les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de la société SeLogger.com figurent dans le document de référence de la Société pour l'exercice 2009 déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2010, sous réserve de ce qui est indiqué dans le présent document. Ce document de référence est disponible sur les sites internet de la société SeLogger.com (www.groupe-seloger.com) et de l'AMF (www.amf-france.org) et peut être obtenue sans frais auprès de la société SeLogger.com, 216, avenue Jean Jaurès, 75019 Paris, France.

La Société a publié le 3 novembre 2010, son chiffre d'affaires trimestriel au 30 septembre 2010, disponible sur le site internet de la Société et rappelé au 1.3.2 ci-dessous.

1.1 Informations relatives au capital social

Le capital social de SeLogger.com de 3 329 360,60 euros, est divisé en 16 646 503 actions, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

Compte tenu de l'acquisition par Axel Springer de 12,36% du capital de SeLogger.com, dans le cadre de l'accord qu'Axel Springer a conclu avec certains actionnaires de SeLogger.com, le 9 septembre 2010 (l'« **Accord** ») et sur la base des déclarations de franchissements de seuils reçues par la Société et des autres informations publiques disponibles, les principaux actionnaires identifiés de SeLogger.com sont, au 29 novembre 2010, les suivants :

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote*	% du capital et des droits de vote*
Axel Springer	2 058 116	12,36
Caledonia Private Investments Pty ⁽¹⁾	1 803 225	10,83
Lone Pine Capital LLC ⁽²⁾	1 656 187	9,94
Le Peigné	1 507 364	9,06
Fonds Fidelity ⁽³⁾	1 487 145	8,93
Capital Research and Management Company ⁽⁴⁾	909 329	5,46
Threadneedle Asset Management Ltd	829 725	4,98
Tiger Global Management, LLC	815 335	4,90
JP Morgan Asset Management	753 608	4,53
Morgan Stanley	680 352	4,09
Axa IM	664 571	3,99
Fonds Gartmore Investment Management	622 000	3,74
Coatue ⁽⁵⁾	497 734	2,99
Moneta ⁽⁶⁾	279 578	1,68
Jean-Fabrice Mathieu	263 358	1,58
Centaurus Capital LP ⁽⁷⁾	107 755	0,65
UBS Investment Bank	134 550	0,81
Autres actionnaires	1 576 571	9,47
Total	16 646 503	100,00

* droits de vote théoriques au sens de l'article 223-11 du règlement général de l'AMF.

⁽¹⁾ selon déclaration de franchissement de seuil en date du 13 septembre 2010, publiée sur le site de l'AMF sous la référence D&I 210C0900 du 14 septembre 2010 et déclaration des achats et ventes en période d'offre publique du 8 octobre 2010, publiée sur le site de l'AMF sous la référence D&I 210C1038 du 11 octobre 2010.

⁽²⁾ selon déclaration de franchissement de seuil en date du 20 juillet 2010, publiée sur le site de l'AMF sous la référence D&I 210C0701 du 27 juillet 2010.

⁽³⁾ selon déclaration des achats et ventes en période d'offre publique en date du 8 novembre 2010, publiée sur le site de l'AMF sous la référence D&I 210C1204 du 24 novembre 2010.

⁽⁴⁾ selon déclaration de franchissement de seuil en date du 20 juillet 2010, publiée sur le site de l'AMF sous la référence D&I 210C0675 du 23 juillet 2010.

⁽⁵⁾ selon déclaration de franchissement de seuils statutaires en date du 8 octobre 2010

⁽⁶⁾ selon déclaration de franchissement de seuil statutaire en date du 22 octobre 2010

⁽⁷⁾ selon déclaration des achats et ventes en période d'offre publique en date du 3 novembre 2010, publiée sur le site de l'AMF sous la référence D&I 210C1144 du 5 novembre 2010.

A la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus ne détient, directement ou indirectement, seul ou de concert, un nombre d'actions représentant au moins 1 % du capital ou des droits de vote de la Société.

1.2 Informations relatives aux organes d'administration, de direction et de surveillance

Certains membres des organes d'administration, de direction et de surveillance ont dans le cadre de l'Accord cédé à Axel Springer tout ou partie de leurs actions SeLogger.com. Les membres du Direction et du Conseil de surveillance ayant cédé des actions SeLogger.com à Axel Springer sont les suivants :

- Amal Amar (président du Conseil de Surveillance) qui a vendu 645.727 actions ;
- Denys Chalumeau (membre du Directoire) qui a vendu 487.016 actions ;
- Gilles Blanchard (membre du Directoire) qui a vendu 241.736 actions ;
- Jean-Philippe Chevalier (membre du Directoire) qui a vendu 87.572 actions ;
- Fabrice Robert (membre du Conseil de Surveillance) qui a vendu 15.000 actions.

Par ailleurs, le Conseil de surveillance a décidé dans sa séance du 14 septembre 2010 que, compte tenu de la signature de l'Accord par Messieurs Amal Amar et Fabrice Robert, situation qui est susceptible de créer un conflit d'intérêts, ces derniers, qui restent respectivement Président et membre du Conseil de surveillance, ne participent ni aux débats ni aux votes des délibérations du Conseil de surveillance de SeLogger.com concernant l'offre publique d'achat initiée par Axel Springer.

1.3 Informations financières récentes

1.3.1 Informations financières au 30 juin 2010

1.3.1.1 Rapport d'activité au 30 juin 2010

▪ Compte rendu d'activité

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre est en hausse de 11.2 % par rapport à la même période de 2009, avec une accélération de l'activité pour pratiquement la totalité des lignes de revenus ;

Avec 13 573 clients facturés, l'activité Petites Annonces et Media réalise un chiffre d'affaire de 33 213 K€, soit une croissance de 11.2 % par rapport à la période précédente.

L'augmentation du panier moyen de +7.34% (qui passe de 368 euros à 395 euros) ainsi que les ventes de produits additionnels sont les principaux moteurs de cette croissance.

Le revenu de l'activité de Publicité en ligne et partenariat augmente de 12.9% et témoigne de l'amorce de reprise du marché publicitaire.

L'activité de Web Agency (sites agences et référencement) connaît une croissance spectaculaire de près de 24%, reflet du succès du changement de modèle économique lors de la mise en place de la facturation récurrente à l'abonnement.

L'activité Logiciels déployée à travers la société Périclès connaît une croissance plus modérée de +0.5%.

Les charges d'exploitation ont été bien maîtrisées avec une croissance de 9 % sur la période.

Les charges de personnel augmentent de 18% avec notamment une augmentation de la provision pour réserve spéciale de participation qui augmente de 45% , pour s'élever à 1389 K€ contre 954 K€ sur la période précédente.

L'effectif moyen a augmenté de 7 % avec un effectif moyen sur le premier semestre 2010 de 272 contre 255 sur le premier semestre 2009.

Le poste *Autres produits et Charges* comprend essentiellement les pertes sur créances irrécouvrables dont le montant est inférieur de 40 % à celui de la période précédente. Le nombre de clients placés en procédure de liquidation judiciaire a significativement diminué depuis l'amélioration des conditions de marché et la reprise du nombre de transactions immobilières, principale source de revenus de nos clients.

▪ Trésorerie

La variation de la trésorerie de la période est de -5.5 M€, compte tenu :

- du paiement du solde dû aux minoritaires de Com2 participation (pour les besoins de l'acquisition de Périclès) pour un montant de 4 M€ ;
- du paiement d'un dividende de 33 Centimes par action, soit 5.5 M€ ;
- du remboursement de la dette de 8 M€.

La dette nette au 30 juin 2010 est d'environ 4 M€.

▪ Perspectives

A l'issue de la moitié de l'année, le Groupe est en mesure de confirmer les objectifs annuels déjà annoncés à savoir un chiffre d'affaires compris entre 81 M€ et 84 M€ permettant de dégager un Ebitda entre 42 M€ et 44 M€

1.3.1.2 Comptes consolidés résumés au 30 Juin 2010

BILAN CONSOLIDE GROUPE SELOGER				
<i>Euros</i>	Notes	30/06/2010	31/12/2009	
Goodwill	4.1	135 378 212	135 378 212	
Immobilisations incorporelles	4.1	77 409 587	79 756 946	
Immobilisations corporelles	4.1	1 096 640	1 263 194	
Autres actifs financiers non courants	4.2	275 126	275 842	
Autres actifs non courants		319 942	639 880	
Actifs d'impôts différés				
Total actifs non courants		214 479 507	217 314 074	
Stocks		13 413	7 958	
Clients	4.3	14 405 030	12 228 881	
Impôts courants				
Autres actifs courants	4.4	1 821 212	1 290 376	
Trésorerie et équivalents	4.5	27 239 188	32 764 799	
Total actifs courants		43 478 843	46 292 014	
TOTAL ACTIF		257 958 350	263 606 088	
Capital		3 329 301	3 329 301	
Primes		126 399 904	126 399 904	
Réserves		45 273 008	32 525 156	
Résultat		10 426 269	17 542 003	
Capitaux propres part du groupe		185 428 482	179 796 364	
Intérêts minoritaires				
Total capitaux propres		185 428 482	179 796 364	
Dettes financières long terme	4.6	15 737 906	23 416 402	
Autres passifs non courants	4.8	828 167	756 267	
Impôts différés passifs	3.3.2	25 204 635	26 234 790	
Total passifs non courants		41 770 708	50 407 459	
Dettes financières court terme	4.6	15 396 505	15 410 323	
Fournisseurs	4.9	3 796 464	3 624 674	
Impôts courants		955 967	247 147	
Provisions à moins d'un an		173 518	173 518	
Autres passifs courants	4.9	10 436 706	13 946 603	
Total passifs courants		30 759 160	33 402 265	
TOTAL PASSIF		257 958 350	263 606 088	

RESULTAT CONSOLIDE GROUPE SELOGER

<i>Euros</i>	Notes	30/06/2010	30/06/2009
Chiffre d'affaires	3.1	39 437 521	35 475 755
Autres produits de l'activité			
Achats consommés		-49 843	-102 549
Charges de personnel		-11 097 986	-9 405 504
Charges externes	3.1	-6 617 316	-6 293 733
Impôts et taxes		-859 396	-782 378
Autres produits et charges d'exploitation		-293 893	-722 343
Résultat opérationnel courant avant amort et prov		20 519 087	18 169 248
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	4.1	-373 583	-373 701
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		-325 168	-296 971
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	4.1	-2 647 555	-2 676 226
Résultat opérationnel courant		17 172 781	14 822 350
Autres produits et charges opérationnels			
Résultat opérationnel		17 172 781	14 822 350
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		44 162	195 438
Coût de l'endettement financier brut		-1 002 479	-1 501 162
Coût de l'endettement financier net	3.2	-958 317	-1 305 724
Charge d'impôt	3.3.1	-5 788 195	-4 827 761
Résultat net		10 426 269	8 688 865
Part du Groupe		10 426 269	8 627 217
Intérêts minoritaires			61 648
Résultat net, part du groupe par action	3.4	0,63	0,52
Nombre d'actions retenues pour le calcul		16 641 788	16 637 171
Résultat net, part du groupe par action après dilution		0,62	0,52
Nombre d'actions retenues pour le calcul		16 763 522	16 685 256

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Euros	30/06/2010	30/06/2009
Résultat net	10 426 269	8 688 865
Ecarts de conversion		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	41 691	-591 386
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Réévaluation des immobilisations		
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-106 748	
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Impôts	22 399	203 614
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-42 658	-387 772
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	10 383 611	8 301 093
Dont part du Groupe	10 383 611	8 239 445
Dont part des intérêts minoritaires		61 648

Tableau de variation des capitaux propres consolidés SeLogger.com 30.06.2010

(En euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat	Total Capitaux Propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total des Capitaux propres
Au 31décembre 2009	16 646 503	3 329 301	126 399 904	32 525 156		17 542 003	179 796 364		179 796 364
Affectation résultat de l'exercice précédent				12 050 782		-12 050 782			
Dividendes versés						-5 491 221	-5 491 221		
Elimination des actions propres				168 345			168 345		168 345
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur titres auto-détenus				30 224			30 224		30 224
Charges liées au plan d'options et actions gratuites				541 159			541 159		541 159
Valeur de swap sur couverture de taux					27 337		27 337		27 337
Charges liées aux IFC					-69 995		-69 995		-69 995
Résultat de la période						10 426 269	10 426 269		10 426 269
Effet des engagements de rachats de minoritaires									
Au 30 juin 2010	16 646 503	3 329 301	126 399 904	45 315 666	-42 658	10 426 269	185 428 482		185 428 482

Tableau de variation des capitaux propres consolidés SeLogger.com 30.06.2009

(En euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat	Total Capitaux Propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total des Capitaux propres
Au 31décembre 2008	16 646 503	3 329 301	126 399 904	14 842 626		16 927 856	161 499 687		161 499 687
Affectation résultat de l'exercice précédent				16 927 856		-16 927 856			
Elimination des actions propres				97 815			97 815		97 815
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur titres auto-détenus				48 492			48 492		48 492
Charges liées au plan d'options et actions gratuites				450 611			450 611		450 611
Valeur de swap sur couverture de taux					-387 772		-387 772		-387 772
Résultat de la période						8 627 217	8 627 217	61 648	8 688 865
Effet des engagements de rachats de minoritaires								-61 648	-61 648
Au 30 juin 2009	16 646 503	3 329 301	126 399 904	32 367 400	-387 772	8 627 217	170 336 050		170 336 050

Tableau de flux de trésorerie consolidé IFRS

	Note	30/06/2010	30/06/2009
I. Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)		10 426 257	8 688 865
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)		3 009 297	3 069 056
Gains et pertes latentes liées aux variations de juste valeur			
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		541 158	450 613
Autres produits et charges calculés			
Plus ou moins Values de cessions		63	
Profits et pertes de dilution			
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Dividendes (titres non consolidés)			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		13 976 775	12 208 534
Coût de l'endettement financier net	3.2	958 317	1 305 726
Impôt	3.3	5 788 195	4 827 761
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		20 723 287	18 342 021
Impôt versé		-6 086 903	-11 898 912
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-1 409 258	-1 497 099
+/- Autres flux générés par l'activité			
Flux net de trésorerie généré par l'activité		13 227 126	4 946 010
II. Opérations d'investissement			
Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	4.1	-132 673	-157 414
Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	4.1	-206 095	-50 263
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			
Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations financières			
Encaissement liés aux cessions d'immobilisation financières			
Paieement des compléments de prix sur acquisition de titres		-100 000	
Dividendes reçus			
Variation des prêts et avances consentis		1 994	-2 738
Subventions d'investissement reçues			
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-436 774	-210 415
III. Opérations de financement			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
- Versées par les actionnaires de la société mère			
- Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Rachat complémentaire d'actions aux minoritaires	4.9	-4 136 202	
Rachats et reventes d'actions propres		-37 818	-49 768
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-5 491 221	
- Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées			
Encaissement liés aux nouveaux emprunts			
Remboursement d'emprunts		-8 022 639	-8 042 131
Intérêt financiers nets versés		-628 083	-996 908
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-18 315 963	-9 088 807
Incidence des variations des cours des devises			
Variation de trésorerie nette		-5 525 611	-4 353 212
Trésorerie d'ouverture		32 764 799	27 978 813
Trésorerie de clôture		27 239 188	23 625 601

1 INFORMATIONS GENERALES

1.1 Informations relatives à la Société

La société, créée le 21 octobre 2005, sous la forme d'une société par actions simplifiée, dénommée Vextia SAS a, lors de son Assemblée générale Extraordinaire du 28 septembre 2006, modifié sa raison sociale en SeLoger.com et sa forme juridique en Société Anonyme avec Directoire et Conseil de Surveillance.

La Société est dédiée aux services des professionnels de l'immobilier à travers 3 branches d'activités :

- L'édition d'annonces immobilières de professionnels à travers ses sites SeLoger.com, Immostreet.com et Belles Demeures.com ;
- La réalisation de services tels que l'e-marketing (création et référencement de sites internet) et la commercialisation de logiciels de transactions ;
- Le commerce de logiciels informatiques destinés aux agences immobilières.

Le Groupe SeLoger.com est le premier réseau français d'annonces immobilières et de services liés à l'habitat (en nombre d'audience, source : Cybermétrie).

Son siège social est situé au 216 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris.

La Société a procédé le 5 décembre 2006 à une augmentation de capital par appel public à l'épargne sur le marché Euronext Paris, compartiment B.

1.2 Base de préparation des informations financières 2010

Les états financiers présentés pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010 du groupe SeLoger sont établis en conformité avec la norme IAS 34.

Les états financiers incluent :

- Un bilan arrêté au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2010
- Un compte de résultat au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010
- Un état du résultat net, et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
- Un tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010
- Un tableau de flux de trésorerie au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010
- Des notes explicatives

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2010 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- IFRS 3 (Révisée) – Regroupements d'entreprises : non applicable pour le Groupe
- Amendements d'IAS 27 – Etats financiers individuels et consolidés
- Amendements d'IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation (Eléments éligibles à la couverture)
- Améliorations des IFRS – 2008 (IFRS 5) : non applicable pour le Groupe
- Améliorations des IFRS – 2009 (IFRS 2, IAS 38, IFRIC 9) : non applicable pour le Groupe
- IFRIC 17 – Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires: non applicable pour le Groupe

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2010 est sans incidence sur les comptes du Groupe :

- Amendements IFRS 2 – Transactions intra-groupes

Le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2010 :

- IFRS 9 – Instruments financiers
- IAS 24 révisée – Parties liées
- Améliorations des IFRS (mai 2010)
- IFRIC 19 – Extinguishing financial liabilities with equity instruments
- Amendement d'IAS 32 – Classement des émissions de droits

L'impact potentiel de l'ensemble de ces normes, amendements et interprétations reste en cours d'évaluation.

1.3 Principes de consolidation

1.3.1 Méthodes de consolidation

Les états financiers comprennent les états financiers de SeLogger.com et de ses filiales. Les états financiers sont préparés sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les filiales dans lesquels le Groupe exerce directement ou indirectement le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Le Groupe n'exerce pas de contrôle sur des entités ad hoc dans lesquelles aucune participation n'est détenue.

1.3.2 Conversion des états financiers des filiales étrangères et opérations en devises

Le Groupe n'exerce pas de contrôle sur des sociétés établissant des comptes en devises étrangères et n'effectue aucune opération en devises.

1.3.3 Opérations et comptes réciproques

Les soldes des comptes de créances et dettes entre les sociétés du Groupe, les charges et les produits réciproques entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations intragroupe telles que paiements des dividendes, plus ou moins values de cession, dotations ou reprises de provisions pour dépréciation de titres consolidés, ou de prêts des sociétés du Groupe, marges internes sont éliminés en tenant compte de leur effet sur le résultat et l'impôt différé.

1.3.4 Goodwill

Lors de la prise de contrôle d'une entreprise, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur ; la différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels est inscrite en goodwill.

Le coût d'acquisition est le prix payé par le Groupe dans le cadre d'une acquisition, (y compris les éventuels compléments de prix qui sont comptabilisés lorsqu'ils sont probables et que leur montant peut être mesuré de façon fiable), augmenté des frais directs liés à l'opération.

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel. En cas de perte de valeur, la dépréciation enregistrée au compte de résultat est irréversible.

1.4 Règles comptables et méthodes d'évaluation

1.4.1 Distinction part courante/non courante

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », une distinction doit être obligatoirement opérée entre les éléments courants et non courants dans le bilan établi conformément aux IFRS. Les actifs et passifs ayant une maturité inférieure à 12 mois à la date de clôture sont en conséquence classés en courants, y compris la part à court terme des dettes financières à long terme, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

Tous les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés sur une ligne spécifique à l'actif et au passif du bilan, parmi les éléments non courants.

1.4.2 Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrées pour leur juste valeur à la date d'acquisition, séparément de l'écart d'acquisition si elles remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- elles sont identifiables, c'est-à-dire qu'elles résultent de droits légaux ou contractuels ;
- elles sont séparables de l'entité acquise.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les relations clientèle, les logiciels et frais de développement technologiques, étant précisé que les frais de recherche relatifs à l'activité principale ne sont pas immobilisés mais comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

▪ Marque :

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties et font l'objet de tests de dépréciation.

Les marques ayant une durée de vie finie sont amorties sur leur durée d'utilisation prévue.

▪ Contrats :

Les relations contractuelles sont amorties sur la durée estimée d'utilité de la clientèle liée à l'activité Petites Annonces et Média, soit 9 ans.

▪ Relation clientèle :

Les relations clientèle sont amorties sur la durée attendue de la relation commerciale qui a été estimée à 10 ans.

▪ Logiciels et plateforme technologique :

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation estimées entre 1 à 3 ans et portés à 5 ans pour les plateformes technologiques principales.

1.4.3 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de revient, diminuées des amortissements et de toute perte de valeur identifiée.

Les immobilisations corporelles sont composées d'agencements et d'installations, de matériel de bureau et informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport.

Certains éléments de l'actif font l'objet de location dont SeLogger.com et Péricle's sont preneurs. Ces éléments entrent donc dans le champ d'application de la norme IAS 17 relative aux contrats de location.

Selon cette norme, les contrats de location ayant pour effet de transférer substantiellement au preneur tous les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont qualifiés de contrats de location financement.

La valeur des immobilisations faisant l'objet d'un tel contrat qualifié de contrat de location financement est inscrite à l'actif. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode indiquée ci-dessous. La dette financière correspondante figure au passif du bilan.

Les contrats de location autres que les contrats de location financement sont des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à échéance du contrat.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation estimées :

- Agencements et aménagements des constructions :	5 à 10 ans
- Matériel informatique :	3 ou 5 ans
- Matériel de transport :	3 à 5 ans
- Mobilier de bureau :	5 ou 10 ans

1.4.4 Dépréciation des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », des tests de dépréciation sont pratiqués pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an, s'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée et de goodwill (voir paragraphe 4).

Lorsque la valeur nette comptable des actifs devient supérieure à la valeur recouvrable, une dépréciation est enregistrée du montant de la différence. La dépréciation, imputée en priorité le cas échéant sur le goodwill, est comptabilisée dans une rubrique spécifique du compte de résultat dès lors que les montants sont significatifs. Les dépréciations éventuellement constatées sur le goodwill ne pourront pas être reprises ultérieurement.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau du plus petit Groupe d'unités génératrices de trésorerie auxquelles les actifs peuvent être raisonnablement affectés (un des 3 secteurs d'activité mentionnés dans la partie information sectorielle). Le goodwill est ventilé par unités génératrices de trésorerie pour les besoins des tests de dépréciation.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité :

- La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction réalisée dans les conditions de concurrence normale et est déterminée par référence au prix résultant d'un accord de vente irrévocable, à défaut, au prix constaté sur le marché des études lors de transactions récentes ;
- La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. Les estimations sont réalisées sur les bases de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction du Groupe. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe.

1.4.5 Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé et qui inclut les coûts d'acquisition liés. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers classés dans la catégorie « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur. Les pertes ou gains latents par rapport au prix d'acquisition sont enregistrés dans les capitaux propres jusqu'à la date de cession. Cependant, en cas de dépréciation jugée définitive, le montant correspondant à la perte de valeur est transféré des capitaux propres en résultat, la valeur nette comptable de la participation après dépréciation se substituant au prix d'acquisition.

Pour les actifs financiers non cotés, la juste valeur fait l'objet d'une estimation. Dans le cas où la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable par une technique d'évaluation, le Groupe évalue les actifs financiers à leur coût historique.

1.4.6 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.4.7 Trésorerie et équivalents

La ligne « Trésorerie et équivalents » inclut les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles soumis à un risque de changement de valeur négligeable.

Les placements monétaires sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeurs sont enregistrées en produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

1.4.8 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions font l'objet d'une comptabilisation lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'événements passés et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel.

Lorsque la date d'exécution de cette obligation est au-delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul actualisé, dont les effets sont enregistrés en autres produits et charges financiers.

Si aucune évaluation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

1.4.9 Avantages au personnel

Les avantages procurés par ces régimes relèvent de deux catégories : à cotisations définies et à prestations définies.

Les engagements de retraite et assimilés sont enregistrés de la façon suivante :

- Régime à cotisations définies : le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont encourues.
- Régimes à prestations définies : les estimations des obligations du Groupe sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages au personnel » en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de services futurs du salarié, le niveau des rémunérations futures, l'espérance de vie et la rotation du personnel. Cette obligation est actualisée. Le montant de l'engagement actuariel correspondant donne lieu à une provision au bilan. Les écarts actuariels consécutifs à cet engagement sont comptabilisés en capitaux propres.

Paiements fondés sur des actions

Selon la norme IFRS 2, Paiements fondés sur des actions, la juste valeur des options doit être constatée en charges de personnel dans le compte de résultat sur la durée d'acquisition des droits (période comprise entre la date d'attribution des options et la première date d'exercice possible).

La juste valeur des options à la date d'attribution est calculée en utilisant un modèle binomial prenant en compte les termes et les conditions auxquels les options ont été attribuées.

La durée de vie attendue des options est fondée sur des données historiques au jour de l'attribution et n'est pas forcément indicative des exercices d'options qui peuvent survenir, notamment en cas d'introduction en bourse réalisée avant le terme. La volatilité attendue, estimée sur la base de comparatifs boursiers, se base sur l'hypothèse selon laquelle la volatilité historique est un indice des tendances futures et n'indique pas non plus forcément ce qui va se passer à l'avenir.

Pour les plans d'attribution d'actions gratuites, la juste valeur est calculée en fonction du cours de l'action la veille du Directoire ayant décidé l'attribution et des dividendes anticipés pendant la période d'acquisition des droits.

1.4.10 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur correspondant au montant reçu moins les coûts directement attribuables, puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les passifs financiers sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus entre les parties au contrat.

1.4.11 Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. La variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat sauf si ces instruments dérivés sont désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie.

Au 30 juin 2010, le groupe détient un swap de couverture de taux d'intérêt associé à l'emprunt inscrit au passif du bilan.

1.4.12 Impôts différés

Les différences temporelles et permanentes entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif, et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture ; les effets des changements de taux sont enregistrés sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement a été prise.

Les économies d'impôts résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs qui sont dépréciés le cas échéant, seuls les montants dont l'utilisation est probable étant maintenus à l'actif du bilan. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et les passifs d'impôts différés du groupe sont compensés par entité fiscale conformément à la norme IAS 12.

1.4.13 Comptabilisation des ventes

Les prestations de diffusion d'annonces sont vendues pour un nombre d'annonces convenues pour une période de 12 mois tacitement reconductible avec la faculté de résiliation à tout moment, avec un mois de préavis.

La société facture ces prestations par mois de prestations effectuées. Il n'y a pas de décalage entre les prestations et leur facturation.

Les revenus liés à la consultation d'annonces et les revenus publicitaires de sites internet sont constatés par période échue et sur base statistique pour la période non facturée (deux mois).

Les services liés à la création et au référencement de sites internet sont facturés le mois suivant la signature du contrat qui correspond au mois de la réalisation de la prestation.

Les services liés à la commercialisation de logiciels, sous la forme d'hébergement de données de gestion des transactions, sont facturés trimestriellement ou annuellement sur la base de contrats annuels reconduits tacitement. La part des revenus facturés afférents à la période suivante est extournée en produits constatés d'avance.

Les prestations récurrentes liées à l'activité service suivent la même règle de facturation que la diffusion d'annonces.

1.4.14 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des produits ou charges en nombre très limités, inhabituels, anormaux et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, que le Groupe présente de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Cette rubrique n'est donc alimentée que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance du Groupe.

Aucun événement de ce type n'a été enregistré sur le 1^{er} semestre 2010.

1.4.15 Résultat par action

Le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant la période, déduction faite du nombre d'actions moyen auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du nombre d'actions défini au paragraphe précédent, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Des actions ordinaires potentielles sont dilutives si leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le résultat par action ou d'augmenter la perte par action. Par exemple, il peut s'agir :

- des options de souscription existantes, dès lors que le prix de souscription est inférieur à la valeur de marché des actions. Dans ce cas, les fonds recueillis au titre de ces options sont présumés affectés dans ce calcul au rachat d'actions au prix du marché ;
- des actions gratuites ;
- et de la conversion des actions préférentielles en actions ordinaires.

1.4.16 Recours à des estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations, notamment pour l'évaluation des actifs incorporels, du chiffre d'affaires et des autres passifs non courants.

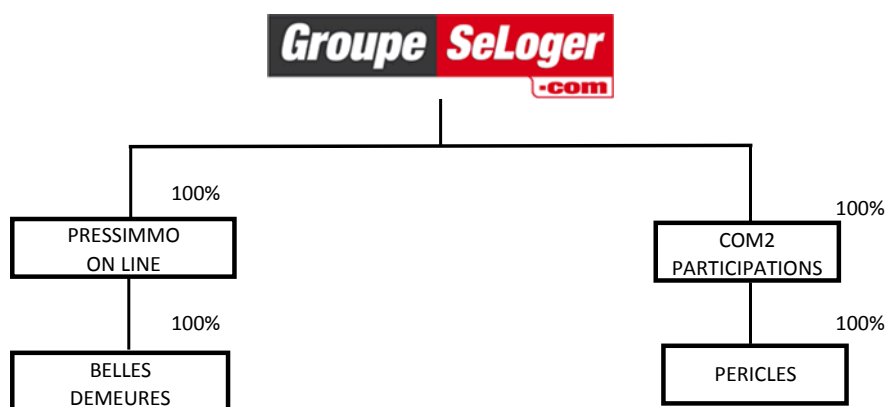
2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Mouvements de périmètre au cours de l'exercice 2010

Conformément à l'engagement irrévocable de rachat des minoritaires, le groupe a acquis 15% des parts de la société Com2 Participations détenant ainsi 100% de cette dernière.

2.2 Organigramme

La société Immoflash, acquise en juillet 2009 par Pressimmo On Line, a fait l'objet d'une absorption par voie de transmission universelle de patrimoine en vue de simplifier l'organisation juridique du groupe.



2.3 Périmètre de consolidation au 30 juin 2010

Entreprises consolidées	Forme	2009		2010		Adresse	N° RCS
		% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt		
SeLoger.com	SA	Société consolidante		Société consolidante		216, avenue Jean Jaurès 75019 Paris	484 851 290
PressImmo On Line	SAS	100	100	100	100	216, avenue Jean Jaurès 75019 Paris	425 074 481
Belles Demeures	SAS	100	100	100	100	216, avenue Jean Jaurès 75019 Paris	432 379 949
Com2 Participations	SAS	85	85	100	100	216, avenue Jean Jaurès 75019 Paris	492 285 564
Periclès	SA	85	85	100	100	216, avenue Jean Jaurès 75019 Paris	405 218 504

Les sociétés Pressimmo Espagne et Périclès Atlantique détenues respectivement par Pressimmo on Line à 100% et Périclès à 51% n'ont pas été consolidées car non significatives.

INFORMATION SECTORIELLE

La présentation est calquée sur le *reporting* interne mis mensuellement à disposition des Principaux Décideurs Opérationnels et reprend les principes suivants :

2.4 Compte de résultat

Trois secteurs d'activité sont distingués au sein du Groupe : Media, Service et Logiciel.

Pour chacun de ces secteurs, un suivi de la performance de la marge sur coûts directs est effectué à travers les éléments de reporting.

La marge sur coût direct correspond à la différence entre les revenus générés par le secteur d'activité et les coûts opérationnels directement rattachés à ces secteurs tels que les charges de personnel et les charges externes.

MEDIA	SERVICES	LOGICIEL
Regroupe les produits et charges directement affectables aux centres de coûts suivants : - Petites annonces - Neuf - Constructeurs de maison individuelle - Luxe (Belles Demeures) - Revenus Grand Public - Coût de la force de vente propre au secteur - Portail - Dépenses de marketing et communication - Hot line - Presse	Regroupe les produits et charges directement affectables aux centres de coûts suivants : - Ffip - Création de sites - Référencement - Hébergement - Coût de la force de vente propre au secteur - Coûts de sous traitance	Regroupe les produits et charges directement affectables aux centres de coûts suivants : - Hot line - Coût de la force de vente propre au secteur - Coûts de sous-traitance

Sont notamment exclues des secteurs ci-dessus les dépenses suivantes :

- Les dépenses liées aux Bâtiments : Loyers, Assurance, Maintenance
- Les coûts des directions Générale, Informatique et financière
- Les coûts de taxe professionnelle
- Les coûts liés à la cotation

Ces dépenses - comprises dans les frais de structure - font l'objet d'un suivi individualisé de la part de la Direction Générale.

2.5 Présentation sectorielle

	1er Semestre 2010			
	MEDIA	LOGICIEL	SERVICE	TOTAL
Chiffres d'affaires	33 212 814	3 081 380	3 143 327	39 437 521
Marge sur Coûts Directs	24 615 762	1 781 037	673 074	27 069 873
Frais de Structure				-6 550 785
Résultat opérationnel courant avant amortissement et provision				20 519 087

	1er Semestre 2009			
	MEDIA	LOGICIEL	SERVICE	TOTAL
Chiffres d'affaires	29 870 885	3 065 202	2 539 668	35 475 755
Marge sur Coûts Directs	22 498 682	1 933 170	315 527	24 747 379
Frais de Structure				-6 578 132
Résultat opérationnel courant avant amortissement et provision				18 169 248

2.6 Dépendance vis-à-vis des principaux clients

Le groupe est exposé au risque de crédit dans le cadre de ses activités opérationnelles. Pour gérer ce risque, le Groupe examine régulièrement la solidité financière de ses clients en tenant compte de leur situation financière, de l'expérience passée et d'autres facteurs. Des limites de crédit individuelles sont fixées en conséquence.

50% des clients règlent en prélèvement automatique.

Aucun client ne représente plus de 2% du chiffre d'affaires.

3 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Produits et charges opérationnels

CHIFFRE D'AFFAIRES		
<i>Euros</i>	30/06/2010	30/06/2009
Ventes de biens	53 291	69 122
Prestations de services	39 384 230	35 406 633
Chiffre d'affaires	39 437 521	35 475 755

ACHATS CONSOMMES ET CHARGES EXTERNES

<i>Euros</i>	30/06/2010	30/06/2009
Achats consommés	49 843	102 549
Communications	320 208	330 043
Consommables	76 114	60 419
Divers	457 444	353 542
Honoraires	617 022	712 982
Coût des journaux	482 182	394 929
Location et entretien	709 729	713 365
Personnel extérieur	254 027	173 111
Publicité	1 930 110	1 935 497
Recrutement	52 983	3 383
Référencement	505 376	461 957
Sous-traitance	889 596	943 300
Transport	25 698	7 857
Voyages et déplacements	296 827	203 348
Charges externes	6 617 316	6 293 733
TOTAL	6 667 159	6 396 282

3.2 Résultat financier

RESULTAT FINANCIER		
<i>Euros</i>	30/06/2010	30/06/2009
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-44 162	-195 438
Coût de l'endettement financier brut	1 002 479	1 501 162
Coût de l'endettement financier net	958 317	1 305 724

3.3 Impôt sur les résultats

ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT		
<i>Euros</i>	30/06/2010	30/06/2009
Impôt courant sur la période	6 795 950	5 691 360
Variation des impôts différés	-1 007 755	-863 599
Charge totale d'impôt	5 788 195	4 827 761
<i>Euros</i>	30/06/2010	30/06/2009
Résultat avant impôt	16 214 464	13 516 626
Charge totale d'impôt	5 788 195	4 827 761
Taux d'imposition effectif	35,7%	35,7%

3.3.1 Source d'impôts différés au compte de résultat

<i>(en Euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009
Décalages fiscaux	-155 736	14 645
Utilisation des déficits reportables		
Retraitement des indemnités de fin de carrière		-5 644
Retraitement crédits baux et locations longue durée	-15 118	-7 259
Retraitement amortissements immobilisations incorporelles	-836 901	-865 341
Retraitement amortissements dérogatoires sur frais acquisition		
Retraitement de la valeur de marché des dérivés et instruments dilutifs		
Autres		
Charge (produit) d' impôts différés	-1 007 755	-863 599

3.3.2 Source d'impôts différés au bilan

<i>(en Euros)</i>	Impôt différé
Déficits reportables	
Décalages fiscaux	-892 823
Valorisation swap de taux	-173 057
Retraitements des Indemnités de fin de carrière	-107 193
Actifs d'impôts différés	-1 173 073
Impôts différés passifs sur la mise à valeur de marché:	
- des marques	21 194 898
- des technologies	422 256
- des relations clientèle et contrat	4 676 732
Retraitement du logiciel P.net	78 355
Retraitement du Crédit Bail	5 467
Passifs d'impôts différés	26 377 708
Impôts différés nets	25 204 635

3.4 Résultat par action

Résultat net par action ordinaire

RESULTAT NET PAR ACTION ORDINAIRE		
<i>Euros</i>	30/06/2010	30/06/2009
Résultat net du groupe	10 426 269	8 627 217
Résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	10 426 269	8 627 217
Nombre d'actions ordinaires moyen en circulation sur la période (hors actions auto-détenues)	16 641 788	16 637 171
Résultat net par action	0,63	0,52

4 NOTES SUR LE BILAN

4.1 Valorisation des incorporels à durée d'utilité indéterminée

<i>(en Euros)</i>	Brut	Affectation	Augmentation	Dépréciations	imputation résultat minoritaire	Net
Goodwill Poliris	122 597 628					122 597 628
Goodwill Dataleads	327 096			-327 096		
Goodwill Péricle's	11 373 013					11 373 013
Goodwill Belles Demeures	961 621					961 621
Goodwill Agorabiz	229 082			-229 082		
Goodwill Immo'flah	445 950					445 950
TOTAL GOODWILL	135 934 390			-556 178		135 378 212
Marque à durée d'utilité indéterminée Se Loger	57 800 000					57 800 000
Marque à durée d'utilité indéterminée Péricle's	313 000					313 000
Marque à durée d'utilité indéterminée Belles Demeures	3 336 390					3 336 390
TOTAL MARQUES	61 449 390					61 449 390
TOTAL	197 383 780			-556 178		196 827 602

La société n'a pas constaté au cours du premier semestre 2010 d'éléments nouveaux susceptibles d'affecter de manière significative la valorisation des éléments incorporels figurant à son bilan, et par là même justifiant la mise en œuvre de tests de perte de valeurs.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

<i>Euros</i>	31/12/2009	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres flux	30/06/2010
Goodwill	135 934 390					135 934 390
Immobilisations incorporelles	102 030 436		300 195			102 330 631
<i>Marques</i>	<i>62 649 390</i>					<i>62 649 390</i>
<i>Technologie</i>	<i>11 227 000</i>					<i>11 227 000</i>
<i>Relation clientèle et contrat</i>	<i>25 233 000</i>					<i>25 233 000</i>
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>2 921 046</i>		<i>300 195</i>			<i>3 221 241</i>
Immobilisations corporelles	4 028 487		207 092	-110	-10 992	4 224 477
<i>Installations générales, agencés et amngts divers</i>	<i>755 787</i>		<i>12 948</i>			<i>768 735</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>287 078</i>		<i>528</i>	<i>-110</i>	<i>-10 992</i>	<i>276 504</i>
<i>Matériel de bureau et informatique, mobilier</i>	<i>2 985 622</i>		<i>193 616</i>			<i>3 179 238</i>
Valeurs brutes	241 993 313		507 287	-110	-10 992	242 489 498
<i>Euros</i>	31/12/2009	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Autres flux	30/06/2010
Goodwill	556 178					556 178
Immobilisations incorporelles	22 273 490		2 647 554			24 921 044
<i>Marques</i>	<i>980 000</i>		<i>110 000</i>			<i>1 090 000</i>
<i>Technologie</i>	<i>8 962 100</i>		<i>1 038 533</i>			<i>10 000 633</i>
<i>Relation clientèle et contrat</i>	<i>10 367 488</i>		<i>1 282 206</i>			<i>11 649 694</i>
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>1 963 902</i>		<i>216 815</i>			<i>2 180 717</i>
Immobilisations corporelles	2 765 293		373 583	47	-10 992	3 127 837
Amortissements et dépréciations	25 594 961		3 021 137	47	-10 992	28 605 059
<i>Euros</i>	31/12/2009					30/06/2010
Goodwill	135 378 212					135 378 212
Immobilisations incorporelles	79 756 946					77 409 587
<i>Marques</i>	<i>61 669 390</i>					<i>61 559 390</i>
<i>Technologie</i>	<i>2 264 900</i>					<i>1 226 367</i>
<i>Relation clientèle et contrat</i>	<i>14 865 512</i>					<i>13 583 306</i>
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>957 144</i>					<i>1 040 524</i>
Immobilisations corporelles	1 263 194					1 096 640
Valeurs nettes	216 398 352					213 884 439

4.2 Autres actifs financiers non courants

AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS					
<i>Euros</i>	31/12/2009	Variation de périmètre	Acquisition	Diminution	30/06/2010
Titres de société	6 280				6 280
Dépôts versés	269 564		2 880	-3 598	268 846
Autres actifs financiers non courant	275 844		2 880	-3 598	275 126
Dépréciation des immobilisations financières					
Valeur nette des autres actifs financiers non courants	275 844		2 880	-3 598	275 126

4.3 Créances clients nettes

CREANCES CLIENTS NETTES			
<i>Euros</i>		30/06/2010	31/12/2009
Valeur brute		17 446 321	14 944 505
Dépréciation		-3 041 291	-2 715 624
Valeur nette		14 405 030	12 228 881

Au 30 juin 2010, la part à plus d'un an d'une créance client de 1 175 K€ a été reclassée en Autres actifs non courants pour un montant de 320 K€.

4.4 Autres actifs courants

AUTRES ACTIFS COURANTS		
<i>Euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Charges constatées d'avance	362 049	164 946
Autres créances nettes	1 459 163	1 125 430
Autres actifs courants	1 821 212	1 290 376

4.5 Trésorerie et équivalents

TRESORERIE ET EQUIVALENTS		
<i>Euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Parts de Sicav et FCP monétaires	20 824 798	24 879 510
Comptes bancaires	6 414 390	7 885 289
Trésorerie et équivalents	27 239 188	32 764 799
Trésorerie et équivalents	27 239 188	32 764 799
Découverts bancaires		
Trésorerie nette du Tableau de flux de trésorerie	27 239 188	32 764 799

4.6 Dette financière

4.6.1 Echancier de la dette financière

<i>(en Euros)</i>	< à 1 an	> 1 et < 5 ans	> à 5 ans	TOTAL
Emprunts auprès des établissements de crédit	15 322 123	15 725 746		31 047 869
Autres dettes financières : crédit bail	27 304	12 162		39 466
Intérêts courus	47 076			47 076
Au 30/06/2010	15 396 503	15 737 908		31 134 411

4.6.2 Gestion des covenants

La société s'est engagée à respecter semestriellement les ratios suivants :

- Endettement net total / EBITDA consolidé
- EBIT consolidé / total des intérêts exigibles nets en espèce

Les ratios étaient respectés à fin 2009, et à fin juin 2010

4.7 Capital et réserves

4.7.1 Capital

Au 30 juin 2010, le capital est de 16 646 503 d'actions d'une valeur nominale de 0,20 euro, intégralement émises et libérées.

4.7.2 Gestion du risque de capital

Dans la gestion de son capital, le Groupe s'attache à entretenir un ratio d'endettement sain.

Seloger.com n'est pas tenu de satisfaire à des ratios d'adéquation de son capital. Le ratio d'endettement (total des dettes financières / capitaux propres) au 30 juin 2010 est de 0,17 contre 0,22 en 2009.

4.8 Autres passifs non courants

AUTRES PASSIFS NON COURANTS		
<i>Euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Engagement de retraite	311 334	204 586
Valeur de marché des instruments dérivés	502 620	544 311
Autres	14 213	7 370
Autres passifs non courants	828 167	756 267

4.9 Fournisseurs et autres passifs courants

FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS		
Euros	30/06/2010	31/12/2009
Fournisseurs et comptes rattachés	3 796 464	3 624 674
Personnel et organismes sociaux	4 461 483	4 386 706
Etat et collectivités locales	5 192 663	5 085 708
Autres dettes	271 304	126 129
Rachat complémentaire d'actions et earn out*		4 236 214
Produits constatés d'avance	511 256	111 846
Autres passifs courants	10 436 706	13 946 603
Total	14 233 170	17 571 277

* La variation de ce poste correspond principalement à l'exercice d'un Put sur minoritaire payé au titre du rachat de 15% des parts de la société Com2 Participations.

5 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité est le risque que le Groupe ne puisse faire face à ses obligations à temps ou dans des conditions normales. La Direction Financière du Groupe est responsable de la liquidité, du financement et de la gestion des échéances. Le Groupe gère le risque de liquidité sur une base consolidée compte tenu des besoins opérationnels. La Direction gère la liquidité nette du Groupe sur la base de prévisions compte tenu des flux de trésorerie anticipés. La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe sont détenus dans des établissements financiers réglementés de premier plan.

Compte tenu du niveau de trésorerie, des cash flow générés et de l'échéancier de remboursement de l'emprunt, la liquidité du groupe est assurée.

5.1 Risque de change

Le groupe n'est pas exposé au risque de change.

5.2 Risque d'intérêt

La société a souscrit le 19 janvier 2009 un swap de taux fixe à 2.56% couvrant la totalité de la dette senior résiduelle neutralisant ainsi tout risque de taux. Ce swap a été traité comptablement comme un instrument de couverture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres.

6 PARTIES LIEES

6.1 Relations avec les filiales consolidées

Les transactions et soldes entre SeLogger.com et ses filiales sont totalement éliminés en consolidation, toutes ces filiales étant consolidées par intégration globale.

Les participations non consolidées sont toutes regroupées dans le poste « autres actifs financiers non courants ». Elles correspondent toutes à des sociétés sans activité ou ayant une activité marginale, pour lesquelles aucune transaction significative n'a été réalisée en 2010.

6.2 Relations avec les dirigeants et actionnaires

Quatre dirigeants sont concernés par le plan d'options et actions gratuites mis en place les 6 mars 2009 et 18 décembre 2008, à hauteur de 61 800 options de souscription d'actions et 56 800 actions gratuites. L'impact correspondant sur le résultat net est de 179K€. Il existe un engagement hors bilan jusqu'au 3 novembre 2010, pour un montant de 100 K€, correspondant à une indemnité qui serait versée en cas du départ de l'un des dirigeants.

6.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants s'analyse de la façon suivante :

<i>(en Euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009
Avantages à court terme (rémunérations)	390 949	383 837
Avantages en nature	11 228	10 828
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat		
Paievements en actions		
Rémunérations allouées	402 177	394 665

1.3.2 Chiffre d'affaires au 30 septembre 2010

La Société a publié le 3 novembre 2010 un communiqué sur le chiffre d'affaires au 30 septembre 2010, reproduit ci-après.

Chiffre d'affaires troisième trimestre 2010 en hausse de 15,5 %

Premier trimestre : +10%
Deuxième trimestre : +12%
Troisième trimestre : +15%

EBITDA* courant 2010 proche du haut
des objectifs annoncés

Reprise du marché de
l'immobilier ancien plus forte
qu'anticipée

Paris, le 3 novembre 2010 - Le chiffre d'affaires consolidé 9 mois 2010 progresse de 12,6 % à 60,9 M€.

(Toutes les variations se rapportent à la même période de l'année 2009, sauf indication contraire).

Chiffre d'affaires consolidé (K€)	9 mois 2010	9 mois 2009	Variation	
Petites Annonces	47 380	41 938	5 442	+13,0%
-dont Ile-De-France	21 716	20 005	1 712	+8,6%
-dont Province	25 664	21 934	3 730	+17,0%
Publicité en ligne et partenariats	2 893	2 650	243	+9,2%
Services directs aux internautes	1 087	1 021	66	+6,4%
TOTAL Petites annonces et média	51 360	45 609	5 751	+12,6%
Services : sites agences et référencement	4 850	3 852	998	+25,9%
Logiciels immobiliers Périclès	4 650	4 566	84	+1,8%
TOTAL chiffre d'affaires	60 860	54 027	6 833	+12,6%

« Depuis le point bas atteint il y a 12 mois, **la reprise des transactions dans l'immobilier ancien s'avère plus vigoureuse qu'anticipée**. Cette tendance porteuse associée à nos bonnes performances commerciales permet d'accélérer encore durant le trimestre écoulé, la croissance du chiffre d'affaires. A fin septembre, le taux de pénétration au niveau national s'établit à 67 % contre 61 % fin 2009. En termes de rentabilité sur l'ensemble de l'année, **nous estimons être en mesure d'atteindre un EBITDA* courant proche de la valeur haute des objectifs annoncés en début d'année.** » déclare Roland Tripart, Président du Directoire de SeLoger.com.

- **Trafic toujours en hausse.** Nos outils de statistiques internes (site centric) qui répondent aux standards les plus élevés du marché (Omniture et Google Analytics) mesurent une forte hausse du trafic sur les sites du Groupe : +56 % en nombre de visites. Sur la même période, les performances mesurées par Mediamétrie//Netratings (user centric) relèvent une hausse du trafic limitée à 2 %. Cette divergence semble provenir des calculs de redressement lié au panel de Mediamétrie.

		Sept-10	Sept-09	Variation
Nombre de visites	millions	19,4	12,5	+ 56%
Nombre de pages vues	millions	247,2	162,1	+ 52%
Temps passé par visiteur unique *	minutes	18:20	23:48	-5:28
Nombre de visiteurs uniques *	millions	3,2	3,1	2%

- **Croissance de 13,0 % pour le chiffre d'affaires 9 mois 2010 des Petites Annonces à 47,4 M€.** L'effet vertueux du modèle économique par abonnement dans un contexte de reprise régulière de l'activité pour les professionnels de l'immobilier explique l'**accélération de la croissance au troisième trimestre (+16,3 % au niveau national et +19,6 % en province** par rapport au troisième trimestre 2009).

Au cours du trimestre, **le Groupe a conclu un contrat cadre significatif avec le réseau d'agences immobilières numéro un en France Orpi** : désormais la totalité des agences adhérentes de ce groupement sont clientes de SeLogger.com soit 289 points de vente supplémentaires. **Ainsi à fin septembre 2010, le Groupe compte au total 19 551 points de vente clients soit une hausse annuelle de 11 %.** Ce contrat se traduit également par une augmentation de 20.000 petites annonces sur le site SeLogger.com ce qui renforce l'attractivité du site pour les internautes.

L'ensemble des points de vente Orpi est maintenant facturé via un seul contrat contre 582 précédemment. Ainsi, au cours du troisième trimestre 2010, le nombre de clients facturés s'inscrit en baisse de 557 au niveau national et le panier moyen connaît une progression annuelle de 8,2 % à 409 €.

Retraité de ce contrat, le nombre de clients facturés a progressé de 25 unités au cours du troisième trimestre (contre une perte de 58 clients au troisième trimestre 2009), en ligne avec le budget en raison de la saisonnalité particulière durant les mois d'été.

	Sept-10	Jun-10	Mars-10	Dec-09	Sept-09
Ile de France					
Nombre de clients	4 660	4 802	4 685	4 580	4 549
Panier moyen en Euros	526	493	487	481	481
Province					
Nombre de clients	8 356	8 771	8 500	8 168	8 010
Panier moyen en Euros	344	341	328	320	319
TOTAL					
Nombre de clients	13 016	13 573	13 185	12 748	12 559
Panier moyen en Euros	409	395	385	378	378

A fin septembre 2010, le taux de pénétration s'établit à 67 % au niveau national contre 61 % fin 2009. Il atteint 84 % en Ile de France contre 80% fin 2009 et 61 % en province contre 55 % fin 2009. Ces chiffres confirment le potentiel de croissance du Groupe en Ile de France bien que le taux de pénétration soit déjà élevé ainsi qu'en province où le marché réagit positivement aux offres du Groupe.

- **Hausse de 9,2 % de la Publicité en ligne et partenariats** : sur le seul troisième trimestre, la croissance s'établit à 3,2 % compte tenu d'un effet de base défavorable (hausse de 37,7 % au troisième trimestre 2009). La très bonne perception des annonceurs envers les sites du Groupe favorise l'extension de leur budget sur le marché émergent de l'Internet mobile dont la monétisation devrait devenir visible en 2011.

- **Progression de 25,9 % pour l'activité Sites agences et référencement** : l'accélération de la croissance du chiffre d'affaires de cette activité se poursuit (+30,1 % au troisième trimestre). Le site propre de l'agence répond au besoin de notoriété locale des clients et de différenciation dans un contexte de reprise du marché immobilier. La complémentarité des abonnements « création de site » et « référencement » s'avère très efficace sur le plan commercial.

- **Augmentation de 1,8 % pour les logiciels immobiliers Périclès** : le redémarrage de l'activité est confirmé avec une croissance de 4,5 % au troisième trimestre. L'activité bénéficie d'un double effet positif : la conquête de nouveaux clients est soutenue par les nouvelles fonctionnalités offertes par le logiciel Périclès. D'autre part, le nombre de fermetures d'agences décroît sensiblement.

Perspectives annuelles 2010

A l'issue des trois premiers trimestres de l'année, le Groupe est en mesure d'affiner les objectifs annuels déjà annoncés : le chiffre d'affaires devrait se situer au milieu de l'estimation initiale de 81 M€ et 84 M€. L'EBITDA* courant devrait se rapprocher de la valeur haute des objectifs annuels à savoir 42 M€ et 44 M€.

Roland Tripard, Président du Directoire SeLoger.com conclut : «Le niveau de résultats attendus pour 2010 avoisine la borne haute des objectifs communiqués au marché et conforte notre vision stratégique : poursuivre le développement en province et en Ile de France, proposer plus de services à valeur ajoutée pour faire progresser le panier moyen, renforcer l'attractivité de nos sites en offrant aux internautes une vue inégalée sur le marché de l'immobilier, ainsi qu'accroître l'audience de chacun de nos portails.

Ces performances concrétisent le travail des équipes du Groupe et je tiens à remercier chacun des salariés pour son efficace collaboration. »

* : EBITDA : résultat opérationnel courant avant amortissements et provisions, post IFRS 2.

Prochain rendez-vous

- Chiffre d'affaires 4^{ème} trimestre 2010 : 25 janvier 2011 (après la séance de bourse)

Chiffre d'affaires neuf mois 2010 par trimestre

Chiffre d'affaires consolidé (K€)	T3 2010	T3 2009	Variation	T2-2010	T1-10	T2-2009	T1-09
Petites Annonces	16 648	14 320	+16,3%	15 821	14 911	14 034	13 584
-dont Ile-De-France	7 556	6 716	+12,5%	7 199	7 003	6 760	6 520
-dont Province	9 092	7 604	+19,6%	8 622	7 908	7 274	7 064
Publicité en ligne et partenariats	1 054	1 021	+3,2%	978	861	878	751
Services directs aux internautes	446	397	+12,2%	314	328	331	293
TOTAL Petites annonces et média	18 147	15 738	+15,3%	17 113	16 100	15 243	14 628
Services : sites agences et référencements	1 707	1 312	+30,1%	1 611	1 533	1 280	1 260
Logiciels immobiliers Périclès	1 568	1 501	+4,5%	1 533	1 548	1 517	1 548
TOTAL chiffre d'affaires	21 423	18 551	+15,5%	20 257	19 181	18 039	17 436

1.4 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe autres que celles décrites dans le document de référence 2009 de SeLoger.com, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2010.

2. Attestation de la personne responsable de l'information relative à SeLogger.com

« J'atteste que le présent document qui a été déposé le 30 novembre 2010 comporte l'ensemble des informations disponibles à la date du présent document, requises par l'article 231-28 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et par l'instruction 2006-07 de l'Autorité des marchés financiers, dans le cadre de l'offre publique d'achat initiée par AS Online Beteteiligungs GmbH et visant les actions SeLogger.com. Ces informations sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. Le présent document sera diffusé au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre. »

Monsieur Roland Tripard
Président du directoire